

Accord de cessez-le-feu à Gaza : le calme avant une nouvelle tempête



Un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas a été approuvé. Serait-ce là, à terme, un moyen de résoudre la crise humanitaire dans Gaza ?

Avec Roland Lombardi

Atlantico : Le cabinet de sécurité israélien a approuvé un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Serait-ce là, à terme, un moyen de résoudre la crise humanitaire dans Gaza ?

Roland Lombardi : Il faut rester prudent : l'accord sur un cessez-le-feu de longue durée entre Israël et le Hamas n'a reçu, pour l'instant, qu'une approbation de principe des ministres du cabinet de sécurité. Par ailleurs, le Premier ministre israélien Netanyahu et son ministre de la Défense Lieberman rencontrent déjà des oppositions dans leur camp. En effet, la ministre de la Justice, Ayelet Shaked et surtout, le ministre de l'Éducation, Naftali Bennet, qui est le leader du parti nationaliste religieux, le Foyer juif, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils s'opposeraient à toute signature d'accord avec le groupe terroriste palestinien. De plus, une acceptation de la Knesset sera nécessaire et Netanyahu devra alors user de tout son talent d'animal politique pour ne pas faire éclater sa coalition gouvernementale et que ne soient pas organisées des élections anticipées... à moins qu'en vieux routier de la politique, estime-t-il que, paradoxalement, c'est peut-être finalement le meilleur timing et le scénario le plus propice pour lui actuellement, qui sait ?

Du côté palestinien, il va y avoir aussi des blocages mais j'y reviendrai plus loin.

En attendant, pour en revenir à l'accord proprement dit et à ses conséquences, même si pour l'heure il n'est pas encore totalement finalisé et que les détails ne sont pas encore connus, il semblerait que cette trêve a l'ambition d'être à terme un véritable accord de paix pour une durée de cinq ans. Bien entendu, les buts principaux du contrat prévoieraient une amélioration des conditions humanitaires à Gaza où la situation est catastrophique notamment concernant l'eau potable. Le risque de pénurie grandit chaque jour un peu plus.

Mais attention, rétablissons certaines vérités : ce chaos est la conséquence moins des actions et du blocus d'Israël, qui rappelons-le a évacué unilatéralement Gaza en 2005, que de l'impéritie, des choix (achats d'armes, constructions de tunnels, détournements des aides internationales à des fins militaires...) et de la corruption généralisée du Hamas, qui a pris le pouvoir dans l'enclave palestinienne en 2007 ! Et ça, les Gazaouis en sont de plus en plus conscients...

Alors dans un premier temps, l'accord serait conditionné par l'arrêt immédiat des émeutes à la frontière et la fin de l'envoi des cerfs-volants incendiaires. Le passage israélien de Kerem Shalom sera rouvert ainsi que celui de Rafah avec l'Égypte.

Dans un second temps, si le cessez-le-feu s'avérait solide, l'État hébreu faciliterait l'importation et l'exportation de marchandises de Gaza et la fourniture d'électricité par Israël serait grandement améliorée. In fine, les constructions d'un port dans la ville égyptienne d'Ismaïlia (ou à Chypre), d'un aéroport et d'une centrale électrique dans le Sinaï, sont également prévues. Une « reconstruction »

générale de Gaza serait alors planifiée et financée principalement par le Qatar.

Par ailleurs, Avigdor Lieberman, sous les conseils des services sécuritaires israéliens, envisagerait de lever certaines restrictions, le desserrement du blocus et l'élargissement de la zone de pêche à 17 km des côtes au lieu des 5,6 km aujourd'hui.

Cependant, ce beau projet nécessite le soutien de l'Autorité palestinienne et du Jihad islamique et ça c'est une autre histoire...

Enfin, la dernière pierre d'achoppement et la grande inconnue restent les échanges de prisonniers et des corps de deux soldats tués en 2014 ainsi que la libération de deux Israéliens capturés par le Hamas...

La réouverture du passage de Kerem Shalom, est-il à interpréter comme un signe d'apaisement dont le succès serait à attribuer aux Nations unies et à l'Egypte ?

Pour les Israéliens, rouvrir le passage de Kerem Shalom est un « geste humanitaire ». Ce n'est pas le premier. C'est pour l'heure, un gage de bonne volonté de la part de Jérusalem. Mais le succès plus globale de cet éventuel accord est moins celui de l'ONU, qui est certes à l'origine du programme de réhabilitation de l'enclave palestinienne, que celui du Président égyptien Sissi, dont on parle peu.

Permettez-moi d'ailleurs ici d'ouvrir une petite parenthèse. Il y a quelques semaines un *grandthink tank* français publiait une description peu flatteuse du dictateur égyptien. On pouvait y lire : « L'Égypte rêvée de Sissi n'est néanmoins plus que l'ombre d'elle-même, trop engluée qu'elle est dans sa crise structurelle pour projeter une puissance digne de ce nom au-delà de ses frontières. Le rôle secondaire du Caire dans la Libye voisine et son incapacité à déterminer le destin de Gaza en sont des rappels sévères ». Quelle clairvoyance !

Il est vrai que l'auteur de ce portrait véritablement à charge, « éminent connaisseur du Moyen-Orient », n'est pas connu pour son objectivité, son honnêteté intellectuelle et encore moins pour la justesse de ses analyses. En effet, ce professeur, qui avait malheureusement l'oreille de l'ancien ministre des Affaires étrangères Fabius, nous annonçait dès le début de la crise syrienne en 2011, qu'Assad ne tiendrait pas quinze jours... Je ferme la parenthèse.

Donc dans le monde réel, c'est bien le Président Egyptien qui est la clé de voûte du futur accord entre le Hamas et Israël. [Comme je l'écrivais déjà en mai dernier](#), Sissi est, depuis 2013, très impliqué dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Depuis le printemps dernier et le retour des violences à Gaza et des affrontements entre l'Etat hébreu et le mouvement islamiste, Le Caire, en raison de ses contacts avec Jérusalem, Ramallah et Gaza, a usé de tout son poids, en envoyant des émissaires sur zone ou en recevant des représentants du Hamas et d'Israël au Caire, dans le but d'éviter une escalade de la violence qui deviendrait incontrôlable.

Une visite exceptionnelle et très discrète de Netanyahou en Egypte a même eu lieu en mai. Dans un entretien qui dura plusieurs heures, le président Sissi avait alors promis au Premier ministre israélien qu'il réussirait à faire entendre raison au Hamas. Alors que la situation devenait explosive à la frontière, Sissi est même parvenu à convaincre l'Israélien de ne pas se lancer dans une nouvelle guerre totale contre les maîtres de Gaza ou dans la reprise des « éliminations ciblées » qui étaient pourtant dans les tuyaux de l'Etat major de Tsahal.

En parallèle, plusieurs entretiens au Caire eurent lieu entre le chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, et Kamal Abbas, le chef des services de renseignements égyptiens et l'homme clé des négociations en cours.

Au final, s'il n'y a pas eu une nouvelle guerre à Gaza et si nous assistons aujourd'hui à cette sortie de crise, nous le devons beaucoup à l'Egypte de Sissi.

N'est-ce pas là une réussite provisoire sachant que les concessions exigées par l'autorité palestiniennes ne sont pas prêtes d'être acceptées par le Hamas et que les conditions du Hamas ne sont pas prêtes d'être acceptées par l'Etat hébreu ? Peut-on simplement parler au final d'une nouvelle période de calme en attendant une prochaine escalade ?

Votre question résume très bien les difficultés et les obstacles du moment. Pour autant, le Hamas est à genoux, exsangue, de plus en plus discrédité auprès des Palestiniens de Gaza et débordé par des groupes plus extrémistes que lui. Plus isolé que jamais, il ne peut compter que sur le soutien de la Turquie et dans une moindre mesure de l'Iran. Mais nous connaissons les grandes difficultés financières actuelles de ces deux pays. Quant au Qatar, autre soutien du Hamas, afin de redorer son blason sur la scène internationale et régionale, il œuvre à présent en coulisses aux côtés des Egyptiens (en signant les chèques) pour stabiliser la situation.

Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne (AP) sont eux aussi très isolés et dans l'impasse (impuissance européenne, restrictions des aides américaines, pressions saoudiennes, neutralité russe...). Avec l'éventuelle signature d'un accord entre le Hamas et Israël, le vieux Président de l'AP se retrouve sous pression et dans l'embarras puisqu'il ne peut raisonnablement pas laisser l'initiative au mouvement islamiste de Gaza de s'entendre seul avec l'Etat hébreu. Ainsi, Hamas et AP n'auront à terme d'autre alternative que d'accepter une réconciliation imposée par l'Egypte, qu'ils craignent finalement plus qu'Israël et qui demeure, de fait, leur ultime soutien sérieux.

Du côté israélien, il ne faut pas perdre de vue que Donald Trump et son administration suivent de très près l'évolution de la situation. Le temps est venu pour Benjamin Netanyahou de rendre la pareille au Président américain et de faire à présent des concessions. Le contexte régional n'a jamais été aussi favorable pour l'Etat hébreu et le Premier ministre, en position de force, a peut-être les cartes en

mains pour transformer cette trêve en paix durable. Mais comme nous l'avons vu plus haut, reste à savoir si son habilité d'homme politique lui permettra de devenir le nouveau Begin ou le nouveau Rabin, en deux mots, un homme d'Etat !